

LE CENTRE DE VIENNE OU UN EXEMPLE DE COOPERATION EUROPEENNE EN SCIENCES SOCIALES ¹

Par Ricardo PETRELLA ²

Pourquoi le Centre

Situé au coeur de la vieille ville de cette Vienne «fenêtre ouverte sur l'Est, le Centre de Vienne vit, depuis sa création en 1962, suite à une résolution unanime de l'Assemblée Générale de l'UNESCO, son expérience de petite institution répondant à des objectifs ambitieux. On ne pourrait en fait qualifier autrement les objectifs pour lesquels le Centre a été créé, à savoir:

- a) promouvoir la coopération entre les chercheurs des sciences sociales de l'Europe de l'Est et de l'Ouest;
- b) développer l'application de la méthode comparative transnationale en Europe dans le domaine de l'observation et de l'analyse de l'évolution socio-économique des sociétés européennes.

Pour bien saisir le côté ambitieux du premier objectif dont la nature était et reste politique, il faut se reporter à la situation internationale existante au début des années

60, au moment de la création du Centre. C'est à cette époque que se dessine la politique dite de la coexistence pacifique qui cherchait à mettre un terme à la guerre froide et donc à rapprocher les pays à systèmes politiques et sociaux différents. Or, la politique de coexistence reposait sur deux principes: a) le renoncement au recours à la force dans les relations internationales; b) l'affirmation du principe, du moins de la part des pays socialistes, que la coexistence ne s'appliquait pas au domaine de l'idéologie. En d'autres termes, la lutte idéologique entre les deux systèmes, socialiste et capitaliste, pouvait et devait même se poursuivre. Que dire dès lors d'une coopération dans les sciences sociales dont le caractère idéologique est indubitable? Fort heureusement, aussi bien que les termes «coexistence», «idéologie», «coexistence idéologique» sont fort ambigus, le caractère idéologique des sciences sociales se prête également à des applications différenciées sans pour autant que le caractère même ne soit nié. N'empêche que les débuts du Centre ont été regardés de part et d'autre avec toute une série de craintes qui étaient partiellement justifiées et qui nourrissaient le scepticisme des uns, et par opposition, l'enthousiasme des

¹ «Centre de Vienne» est le sigle du *Centre Européen de Coordination du Recherche et de Documentation en Sciences Sociales à Vienne* (Autriche) Grünangergasse 2, Tel. 52 43 33/52 53 66.

² Directeur du Centre. Bien sûr la responsabilité du contenu du présent article revient entièrement à l'auteur et à lui seul.

autres. Il s'agissait donc d'un test et tout le monde avait conscience de l'enjeu. Les promoteurs eux-mêmes n'étaient pas fort sûrs de l'avenir réservé à une telle initiative.

Un rôle de pionnier fort difficile revenait également au Centre, en ce qui concerne son deuxième objectif, à savoir les tâches scientifiques. A l'époque, les recherches comparatives transnationales Est-Ouest et de surcroît de type coopératif étaient dans les sciences sociales une manière inconnue de faire de la recherche. Aucun exemple, aucune expérience précédent ne pouvait être porté à l'aide des premiers chercheurs travaillant au Centre. C'est aussi pour cette raison que les sceptiques se croyaient en droit de penser que les recherches du Centre étaient irréalisables étant donné la diversité des approches, théoriques et méthodologiques dans les pays de l'Europe orientale et occidentale.

La combinaison de ces deux facteurs — d'une part la volonté d'ouverture dans la direction d'une meilleure connaissance et d'un rapprochement entre les parties de l'Europe et, d'autre part, les craintes et le scepticisme quant aux résultats de l'initiative — ont produit le phénomène contradictoire d'une institution aux finalités visant très loin, mais aux ressources très modestes, voire dérisoires par rapport à ces mêmes objectifs. Au fait, en 1963, le Centre signifiait *sic et simpliciter* 42.000 \$ (30.000 \$ de l'UNESCO et 12.000 \$ de l'Autriche) 2 chercheurs, 2 secrétaires. Au terme de douze années d'existence, tout en demeurant une institution modeste, l'image du Centre³ est tout autre sur le plan quantitatif: environ 250.000 \$ par an en plus des fonds en monnaies locales dans 8 pays de l'Europe orientale; 11 membres permanents du staff scientifique. Son image est encore plus importante sur le plan scientifique et politique.

Que s'est-il passé? Qu'a fait le Centre? Comment expliquer son succès? Quel est son rôle futur?

Les paragraphes qui suivent s'efforceront précisément de fournir des éléments de réponse.

³ Pour une explication détaillée, voir R. Petrella-A. Schaff, *Une Expérience de coopération européenne dans les sciences sociales*, Centre de Vienne, 1973, 114 pages.

Qu'a-t-il fait?

L'activité essentielle du Centre a été et demeure la *coordination de recherches comparatives transnationales*. C'est cette fonction de *coordinateur* de recherches comparatives qui caractérise le Centre en tant qu'*institution unique en Europe* de coopération permanente entre chercheurs de l'Est et de l'Ouest dans les sciences sociales et qui lui confère une place importante dans le système de recherche et de collaboration scientifiques en Europe.

La coordination est assurée par les chargés de recherche attachés à Vienne. Leur tâche est celle de secrétariat du groupe international et comportent des fonctions et des compétences à la fois scientifiques, managerielles, humaines et «diplomatiques» non indifférentes.

Ainsi, le Centre n'est pas un agent producteur de recherches en propre ni à un lieu d'échange d'information et de contacts mais un point de rencontre et de *travail* commun d'équipes de chercheurs qui exécutent dans chaque pays des projets de recherche d'après des objectifs communs élaborés et définis en commun par tous les participants, ainsi que d'après des méthodes et des techniques communes ou délibérément différentes.

Le caractère coopératif des recherches du Centre se fonde, outre que sur le principe de la participation de tous les chercheurs à la gestion des différentes phases d'un projet (élaboration des objectifs, formulation des hypothèses, méthodes d'observation et d'analyse de l'objet étudié, interprétation des données recueillies, etc.) sur celui de la répartition entre les participants et le Centre de Vienne des charges financières. La règle ici est que chaque institut ou groupe national couvre les frais de l'exécution de la recherche dans son propre pays, tandis que le Centre prend en charge outre les frais du secrétariat scientifique et technique, l'organisation des rencontres de travail, la reproduction et la circulation des documents, la publication des résultats dans les ouvrages collectifs.

La formule coopérative adoptée par le Centre à la fois de façon voulue et dictée par l'insuffisance des ressources propres n'a pas

été sans inconvénient aux deux plans scientifique et financier auxquels elle s'applique. La gestion collective des objectifs et des analyses comporte souvent l'immobilisation d'énergies et de temps à la recherche d'un commun dénominateur entre les positions et les intérêts des divers participants qui peuvent être fort divergents. Les compromis du moment peuvent en fait nuire à la qualité des résultats finals. La prise en charge respective des coûts de la recherche, faute d'un accord entre le Centre et les bailleurs de fonds nationaux (notamment conseils de recherche, académies, fondations) portant sur les conditions de financement de la participation nationale aux recherches du Centre, s'accompagne de difficultés faciles à concevoir: décalages entre équipes quant à leur possibilité matérielle d'exécuter l'étude, disparition au moment des travaux sur le terrain de telle ou telle autre équipe, etc.

Il n'en est pas moins vrai que, malgré ces effets négatifs, la formule coopérative présente des avantages dont la portée à une signification plus profonde que les conséquences des échecs liés à la formule elle-même.

- a) la confrontation qui s'impose entre les points théoriques de départ des chercheurs basés sur leur propre expérience de recherche, relativise en quelque sorte les certitudes de chaque chercheur en même temps qu'elle fait ressortir les limites inévitables de chacun quant à la maîtrise cognitive de tous les aspects ou variables déterminantes qui influencent les phénomènes à étudier dans les divers pays. Grâce à cette confrontation, la tendance primaire de chaque chercheur à exporter sa culture dans l'étude des autres cultures et pays et à traduire en termes de son propre contexte socio-politique les réponses et les résultats obtenus dans les divers pays examinés est virtuellement corrigée;
- b) dès lors, le chercheur est conduit à s'intéresser à de nouvelles hypothèses éventuelles et voit son travail rendu plus difficile car il est contraint à inventer des méthodes qui lui permettent de contrôler les variables introduites lors de l'analyse et de l'interprétation afin de tenir compte des caractéristiques des différentes sociétés étudiées. Le résultat final peut être ainsi de loin plus rigoureux sur une base empirique plus significative;

- c) la domination pour des raisons financières d'un ou plusieurs participants est évitée. Si une domination se vérifie elle sera due à des facteurs de compétence et de leadership spontanée.

D'après le modèle de conduite d'une recherche comparative transnationale que nous venons de décrire, le Centre a promu e coordonné jusqu'à présent 18 projets dont 7 sont en cours d'exécution.

Les caractéristiques de chaque recherche en fonction de quatre critères (unités de comparaison, dimension spatiale, objectifs de la recherche, données utilisées et sources d'information) sont résumées schématiquement au *tableau 2*.

Toutes les recherches, exception faite de l'étude sur l'aide aux pays en voie de développement dont la phase proprement comparative n'a pas pu être réalisée, sont transnationales comparatives dans le sens que

- a) elles concentrent leur attention sur les aspects macro-dimensionnels et inter-dimensionnels et institutionnels de sociétés de plusieurs Etats-nations.
- b) elles utilisent la méthode comparative, terme défini dans son acception la plus large, en tant qu'une des méthodes scientifiques possibles pour construire des propositions empiriques de validité générale par l'élargissement du nombre des variables prises en considération. Grâce à un plus grand nombre de sociétés et par leur réduction à un certain nombre de relations considérées comme significatives⁴.

⁴ Voir entre autres, S. Rokkan, *Recherche transculturelle, trans-sociétale et transnationale dans Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines*, UNESCO, Mouton, La Haye 1970, pp. 765-824; R. T. Helt J. F. Turner (eds), *The Methodology of Comparative Research*, The Free Press, New York, 1970; S. Rokkan (ed), *Comparative Research across Cultures and Nations*, Mouton, La Haye, 1968; R. L. Merrit-S. Rokkan (eds), *Comparing Nations*, Yale University Press, 1966; Adam Przeworski and Henry Teune, *The Logic of Comparative Social Inquiry*, Wiley-Interscience, New York, 1970 and S. Nowak, «The Strategy of Cross-national Survey Research for the Development of Social Theory» in *Cross-national Comparative Research: Theory and Practice*, A. Szalai and R. Petrella (eds), in cooperation with S. Rokkan and F. K. Scheuch, Pergamon Press, 1976 (forthcoming).

TABLEAU 1

Recherches terminées ou en cours d'exécution

Titre	Abréviatiion	Participation		Durée	Directeurs
		Pays	Instituts		
1. Formes comparées de l'aide aus pays en voie de développement.	AIDE I	5	6	1964-66	V. Kollontai E.A.G. Robinson
2. Capacité d'absorption de l'aide extérieure par les pays en voie de développement et problèmes du transfert des techniques.	AIDE II	8	9	1965-1968	E. Boserup I. Sachs
3. L'automation et les ouvriers industriels.	AUTOM	16	40	1968- en cours	Comité de direction
4. Budgets-temps et industrialisation.	BT	12	20	1964-1972	A. Szalai
5. Le coût de la croissance urbaine.	CURB	8	9	1971- en cours	à nommer
6. Délinquance juvénile et développement économique.	DEL	4	6	1964-1972	H. Michard P. Wierzbicki
7. Législations nationales influençant directement ou indirectement la fécondité dans les pays européens.	DEM	16	20	1971-74	M. Livi-Bacci E. Szabady
8. Formation des étudiants des pays en voie de développement.	EDUC	4	4	1967-1970	R. V. Kerschagl O. Klineberg
9. Diplômés de l'université: leur formation et leur conception de vie.	FORM	6	7	1967- en cours	W. Markiewicz H. Peisert
10. Les effets de la hiérarchie organisationnelle.	HIER	12	12	1970- en cours	K. Doktor A. Tannenbaum
11. Images d'un monde désarmé.	IMD	3	3	1964-1965	J. Stoetzel
12. Images du Monde en l'an 2000.	1M2	14	14	1966-1972	J. Galtung
13. Critères de choix entre modes marchands et non-marchands en vue de satisfaire les besoins de la population.	PLAN-CONS	9	14	1968- en cours	V. Coe-Pinna S. Chataline
14. Les facteurs de localisation des industries de croissance.	PLAN-LOC	8	8	1968-75	M. Penouil V. Raskovic
15. Régions en retard des pays industrialisés.	REG	12	14	1964-1970	S. Groenman P. Turçan
16. Diffusion de l'innovation dans l'agriculture.	RUR I	7	7	1965-1970	B. Galeski H. Mendras
17. L'avenir des collectivités rurales dans les sociétés industrialisées.	RUR II	16	30	1970- en cours	B. Galeski O. Grande H. Mendras H. H. Stahl
18. Les problèmes économiques et sociologiques du tourisme en Europe.	TOUR	13	17	1972- en cours	

TABLEAU 2
Caractéristiques de recherches comparatives du Centre

Unités de comparaison	Dimension spatiale		Objectifs de la recherche		Données utilisées et sources d'information	
	à l'échelle mondiale		Interprétation-Explication		Données agrégées (recensements statistiques, économiques, sociales démographiques, électorales, etc.)	Données individuelles, d'opinion (sondages, interviews)
	Comparsaisons intra-aires (contextes hétérogènes)	Comparsaisons intra-aires (contextes homogènes)	Description de type inductif	Description de type déductif		
Unités sociales						
sour-systèmes des Etats-Nations	DEL (c) RUR I		BT	DEL (c)	DEL (c)	BT DEL (c) RUR I
	AIDE I	AIDE I				
	DEM	DEM			AIDE I	
	REG (1)	REG (1)	RUR II (1)		RUR II (1)	
	RUR II	SD	PLAN-		CURB	PLAN-CONS
	PLAN-	RUR II (2)	-CONS		PLAN-CONS	PLAN-LOC
	-CONS				PLAN-LOC	
	PLAN-				REG (1)	
	-LOC					
	DEL (s)					
Etats-Nations et autres unités sociales	AUTOM					AUTOM
	HIER					IMD
	IM2					IM2
		IMD	CURB		DEL (s)	
		REG (2)	AUTOM		TOUR	
			TOUR		DEL (s)	
			FORM		TOUR	
			REG (2)		REG (2)	
Unités sociales externes aux Etats-Nations	EDUC	EDUC				FORM TOUR
						EDUC

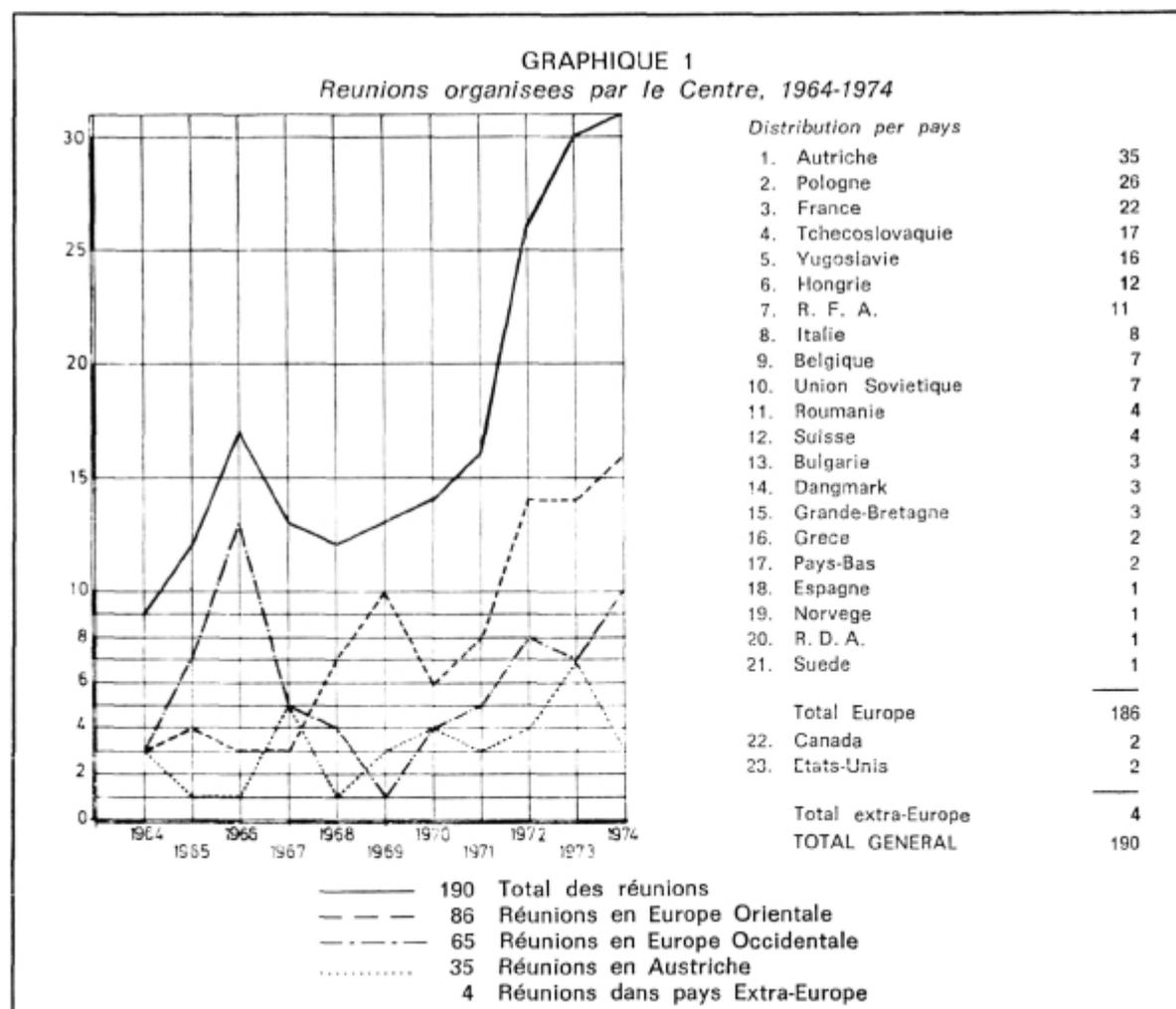
DEL (c) = étude de cas
 DEL (s) = étude statistique
 REG (1) = première phase
 REG (2) = deuxième phase

RUR II (1) = étude de la politique agraire
 RUR II (2) = étude des collectivités rurales

Il est certain que le caractère comparatif des recherches du Centre est limité car les propositions empiriques auxquelles elles visent et qu'elles permettent de formuler ne sont pas générales mais restreintes aux types de société du continent européen. Les «thèses» résultant de ces travaux ne peuvent pas prétendre avoir une portée universelle. Même les recherches BT, HIER et IM2 ne sont pas des études comparatives universelles car les Etats-nations, les sociétés ou les cultures extra-européens, à vrai dire peu nombreux, n'ont pas été très pris en compte en vue d'assurer la représentativité d'un univers donné, ni en fonction d'un choix délibéré sur le plan théorique. La seule recherche qui pour-

rait figurer parmi les études de ce genre est celle sur l'automatisation et les ouvriers industriels (AUTOM) car elle inclut les Etats-Unis, le Japon, l'Union Soviétique et même d'autres pays européens qui constituent un échantillon suffisamment représentatif à l'échelle mondiale des pays où le phénomène étudié a atteint une dimension significative au sein du système social.

Plus de 260 instituts de tous les pays européens (exceptés l'Albanie, l'Islande et le Luxembourg) et de 11 pays extra-européens ont collaboré ou collaborent aux recherches du Centre. La répartition par zone géographique est la suivante:



- 128 instituts de l'Europe occidentale.
- 112 instituts de l'Europe orientale.
- 20 instituts de pays extraeuropéens.

l'exécution des travaux des équipes internationales à demandé l'organisation par le Centre entre 1964 et 1974 de 190 réunions de travail dans 21 pays européens et dans 2 pays extraeuropéens.

La distribution annuelle et par pays de ces réunions montre, outre le nombre croissant à partir de 1968, l'inversion du rapport de prédominance à partir de 1969, entre les pays de l'Ouest et de l'Est de l'Europe en faveur de ces derniers.

A l'origine de cette inversion se trouvent deux facteurs: le premier d'ordre financier, en ce sens qu'à partir de 1967, les pays de l'Europe orientale commencent à attribuer au Centre de façon régulière des subventions en monnaies non-convertibles utilisables *in loco*; le second d'ordre qualitatif, à savoir l'appui de plus en plus libre de certaines craintes du début, assuré au Centre par les institutions intéressées des pays concernés.

A signaler également le niveau très bas de l'extension des activités du Centre dans trois pays de l'Europe «périphérique» méridionale, à savoir la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Les régimes dictatoriaux ayant disparu en Grèce et au Portugal, il est à espérer que les contacts avec les communautés scientifiques de ces deux pays puissent se développer et atteindre le niveau moyen des autres pays européens. Un développement intensif a marqué également à partir de 1972, les liaisons de coopération avec l'ensemble des pays nordiques. Au fait, le rayon d'action et de présence du Centre a suivi un processus d'extension en tâche d'huile à partir d'un noyau constitué par la zone centrale de l'Europe (France, Belgique, R.F.A., Autriche, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, plus l'Italie et la Yougoslavie) pour atteindre progressivement la Grande-Bretagne, l'URSS, la Roumanie, la Bulgarie, les pays scandinaves et tout récemment l'Espagne.

Puisque la croissance de la coopération entre chercheurs n'est pas dissociée des conditions de financement de l'institution et de

l'intérêt porté au Centre par les organes nationaux responsables de la politique de recherche (ministères, conseils, académies), le moment est venu de dire quelques mots sur le financement du Centre.

Qui finance le Centre?

Disposant seulement de 42.000 \$ en 1963, le Centre tire *aujourd'hui* ses ressources régulières des subventions accordées par les organismes gouvernementaux et académiques de 20 pays européens⁵. Elles se répartissent en ressources en monnaies convertibles (environ 240.000 \$ en 1975) en provenance de 12 pays d'Europe occidentale, et en monnaies locales mises à la disposition du Centre par 8 pays de l'Europe orientale. Les bailleurs de fonds sont en majorité les académies des sciences et les conseils de recherche (dans 14 pays); les ministères de la science et de la recherche et de l'éducation (dans 4 pays, y inclu l'Autriche) d'autres ministères (dans 2 pays).

La ventilation par pays d'origine des ressources pour le fonctionnement général est la suivante (1975):

En schillings autrichiens

1. Autriche	1.000.000
2. Belgique	89.600
3. Danemark	287.800
4. Espagne	111.000
5. Finlande	212.300
6. France	406.000
7. Grande-Bretagne	79.800
8. Italie	
9. Norvège	229.500
10. Pays-Bas	65.300
11. R. F. A.	431.500
12. Suède	206.200
	<hr/>
Total	3.449.900

⁵ Entre 1936 et 1972 le Centre a bénéficié d'une contribution annuelle de l'UNESCO d'un montant de 30.000 \$ (1963-66) et de 40.000 \$ (1967-1972).

En monnaies locales

1. Bulgarie	7.000 leva
2. Hongrie	90.000 forints
3. Pologne	300.000 zlotys
4. R. D. A.	30.000 marks
5. Roumanie	25.000 ley
6. Tchécoslovaquie	p. m.
7. Union Soviétique	20.000 roubles
8. Yougoslavie	100.000 dinars

Le Centre peut recevoir en outre des contributions affectées à des activités déterminées, celles-ci s'élevant en 1975 à environ 650.000 schillings autrichiens.

Au-delà des chiffres qui restent modestes en comparaison des engagements de travail du Centre, ce qui importe de souligner davantage est le caractère *entièrement européen* des sources de financement. Pour une petite institution *non-gouvernementale*, avoir réussi à obtenir l'apport permanent de 20 pays de l'Est et de l'Ouest est incontestablement un succès rare sinon unique dans son genre en Europe.

Au fait pourquoi ce succès?

Dans quel sens et pourquoi peut-on parler d'un succès du Centre?

Si, pour faire le bilan, l'on prend comme point de repère le poids de l'idéologie dans les rapports de collaboration, aucun triomphalisme ne saurait être justifié. Il ne serait pas en effet correct de considérer que les chercheurs de l'Est et de l'Ouest ont collaboré et collaboré dans un «embrassons-nous» général idéologique. Jamais, il n'y a eu de «détente idéologique». Mais ce n'est pas cela l'aspect le plus important, car les lignes d'opposition idéologique ne démarquent pas la communauté scientifique européenne seulement dans le sens Est-Ouest. Cette démarcation (comme dirait M. de La Palice) se trouve également au sein des chercheurs de l'Ouest comme des chercheurs de l'Est, aussi bien qu'au sein d'un même groupement professionnel de sociologues ou de linguistes.

Si on peut parler de succès, c'est dans le sens que la confrontation idéologique — lorsqu'elle est parue au premier plan dans la phase de la conceptualisation d'un projet, ou de la définition des données/observation à relever ou, encore, de l'interprétation des résultats obtenus — a pu avoir lieu sans déboucher sur le blocage du processus de la recherche des intérêts scientifiques communs et donc des méthodes possibles pour explorer ensemble des phénomènes socio-économiques comparables dans des sociétés différents.

Ce n'est pas une mince satisfaction pour ceux qui ont cru et croient dans la fonction du Centre. Bien sûr les recherches du Centre ont pu être réalisées parce qu'elles ne se sont pas fixées comme objectif primaire de démontrer que les sociétés européennes ont des *problèmes communs* sur le plan.

- a) des causes
- b) des manifestations
- c) des résultats / ou implications
- d) des tendances caractéristiques
- e) des stratégies de recherche et enfin,
- f) des solutions.

Plutôt que la recherche du «commun», l'accent, au départ, a été porté sur le «différent» et aussitôt sur le commun et le différent à la fois. Tel projet ayant cherché à maximiser les différences entre pays pour mieux saisir et mesurer le rôle de telle ou telle autre macro-variable supposée déterminante; tel autre projet ayant visé à maximiser les similarités pour mieux apprécier l'impact des variables «nation-spécific»; un troisième projet ayant tenté une combinaison des deux approches.

Si le point de repère est, en deuxième lieu, la qualité et l'accès à des données comparables, là non plus il ne faudrait pas crier victoire.

Les équipes coordonnées par le Centre n'ont pas échappé à ce que j'appellerai le complexe des données comparables dans le cadre de la datomanie prédominante à l'heure actuelle, c'est-à-dire le besoin impératif de travailler sur des unités manipulées en codes statistiques identiques. Même au niveau des

données primaires telles que celles produites par les chercheurs eux-mêmes moyennant, par exemple, des enquêtes par questionnaire (cette technique de recueil des données a été utilisée fréquemment dans les recherches du Centre) des difficultés ont surgi quant à la comparabilité voulue des données. Cependant, aussi bien dans les projets où des efforts considérables ont été déployés pour re-codifier en termes comparables les statistiques existantes (ce fut le cas du projet PLAN/CONS) que dans ceux où la stratégie adoptée a été de rechercher les tendances caractéristiques et d'en mesurer les aspects principaux par des indicateurs équivalents (projet DEL, BT) ou par des approches très simplifiées (RUR I, PLAN/LOC), une leçon positive est à tirer, à côté d'autres déceptions justifiées. Elle consiste à faire ressortir qu'il ne suffit pas de travailler avec des données, mais que plus on investit du temps et de l'énergie dans le travail sur les concepts et les hypothèses, plus grande est la maîtrise des données fussent-elles hétérogènes.

Quant à l'accès aux données existantes ou à créer et plus exactement à la circulation entre les chercheurs des différents pays des données recueillies, la situation n'est ni toute sombre, ni toute claire. Il est évident que la nature et les finalités du Centre permettent qu'une pré-sélection de ce que l'on peut étudier s'opère (le mécanisme chargé de cette fonction existe, c'est le Comité Directeur du Centre à qui revient la responsabilité de déterminer le programme des activités du Centre). Aurait-il pu en être autrement?

Où trouvons-nous dans le domaine des sciences sociales le chercheur idéal supposé choisir comme il veut ses objets d'étude? D'ailleurs est-ce cela la liberté du chercheur?*

Evidemment, il y a des degrés entre la cen-

sure évidente ou latente sur les options de recherche et la liberté absolue de faire de la recherche. Cependant et beaucoup s'en étonneront, cette possibilité de pré-sélection a, dans le cadre du Centre, joué en réalité un rôle moindre qu'on le pense.

Il en a été de même en ce qui concerne la circulation des données: celle-ci a été réalisée sans trop de difficulté.

Pourquoi tout cela? Les raisons en sont à la fois multiples et peu nombreuses. Multiples si l'on considère qu'une recherche internationale est le résultat d'un nombre considérable de conditions objectives et de rôles personnels. Peu nombreux si l'on regarde l'institution dans son ensemble et le contexte historique dans lequel elle a opéré ces 12 dernières années. Une raison cependant, semble l'emporter sur les autres: ce sont les mécanismes de type coopératif appliqués à l'intérieur de la structure du Centre lui-même (équilibre entre Est-Ouest au sein du Comité Directeur ainsi qu'au sein du secrétariat permanent; financement Est-Ouest) et au mode de travail des équipes coordonnées par le Centre (co-directeurs scientifiques Est-Ouest; gestion collective de la recherche, etc.).

Quel est son rôle futur, son avenir?

Pour mieux préciser l'image des potentialités du Centre et du développement possible de ses tâches futures, il convient de considérer.

- a) les changements intervenus depuis le début des années 60 dans le système des sciences sociales en Europe, ainsi que
- b) l'évolution du système des relations internationales Est-Ouest en Europe.

On peut déceler dans l'état actuel des sciences sociales en Europe les tendances suivantes:

- Les sciences sociales sont devenues progressivement un élément important du processus de planification et de décision dans de nombreux secteurs de la vie publique.

* Ce n'est pas dans le cadre de cet article qu'on pourrait traiter cette problématique qui soulève des questions très complexes en ce qui concerne les relations entre clients, sujets de la recherche et objets de la recherche. Nous renvoyons pour une esquisse du problème à notre rapport *Organisational Elements and Research Methodology in Social Comparative Research*, 45 pages, présenté au Séminaire International organisé par la Faculté de Sociologie de l'Université d'Helsinki sur «Macro-contexts and micro-variables in social research» (Helsinki, 1973).

- Dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, il existe désormais ou il est en train de se définir un cadre institutionnel où est élaboré et guidée la politique de la recherche scientifique.
- L'une des principales préoccupations des institutions privées et publiques qui financent la recherche est l'utilisation du produit des sciences sociales en vue de répondre aux besoins sociaux et économiques des sociétés contemporaines.
- L'influence accrue des sciences sociales implique une plus grande responsabilité des chercheurs.
- On constate une exigence croissante en vue de rationaliser et maximiser le rendement de la recherche en général, exigence qui a également affecté les sciences sociales.
- La professionnalisation progressive dans les sciences sociales exige des chercheurs scientifiques des travaux d'une qualité scientifique rigoureuse.

En ce qui concerne les relations internationales Est-Ouest en Europe, les accords signés à Helsinki il y a quelques mois ont modifié potentiellement les perspectives de relations entre tous les pays européens dans le sens d'un passage de la coexistence à la coopération. Le Centre, de ce point de vue, a été un précurseur de cette coopération dans le domaine limité de la recherche dans les sciences sociales.

Ainsi, compte tenu des transformations ci-dessus visées, il est évident que le double rôle scientifique et politique du Centre pourra prendre une signification encore plus grande dans la décennie à venir.

En effet, il ne fait pas de doute que la recherche comparative transnationale constitue l'une des voies les plus fécondes pour encourager et faciliter le mouvement de coopération entre les spécialistes des sciences sociales de tous les pays d'Europe, mouvement qui, à son tour constitue une partie essentielle du développement et de l'accroissement des contacts de coopération en Europe sur les plans inter-étatiques et inter-sociétés dans le domaine économique, politique, culturel et militaire.

Conscient de ces perspectives, le Centre vient d'élaborer dans un document *Centre de Vienne - Projet 80*, les lignes principales directrices de son programme à long terme. Au niveau de sa fonction primaire de coordination, il a mis l'accent sur quatre domaines prioritaires de recherche ainsi définis:

- a) les études portant sur les forces critiques de changement des structures et des traits caractéristiques de la société européenne;
- b) les études visant à évaluer la dynamique et l'orientation des développements affectant les principales institutions sociales;
- c) les études visant à donner une image du développement futur de la société;
- d) les études contribuant au progrès des sciences sociales.

Mutatis mutandi, nous nous retrouvons en face d'un nouvel ensemble d'ambitions comme 12 ans auparavant. En fait, la destinée du Centre ne serait-elle pas de prospecter toujours des objectifs et des tâches paraissant difficiles à atteindre, mais contribuant à indiquer les chemins à frayer, les frontières à effacer, les points de rencontre à édifier?

R E S U M E N

R. PETRELLA: *El Centro de Viena o un ejemplo de cooperación europea en ciencias sociales.*

El Centro de Viena, creado en 1962 por resolución unánime de la Asamblea General de la UNESCO tiene entre sus principales objetivos:

- a) promover la cooperación entre los investigadores en ciencias sociales de Europa del Este y del Oeste.
- b) desarrollar la aplicación del método comparativo transnacional en Europa en el dominio de la observación y del análisis de la evolución socio-económica de las sociedades europeas.

La combinación de estos dos factores: de un lado la voluntad de apertura dirigida a un mejor conocimiento y a un acercamiento entre las dos partes de Europa y, de otro, los temores y el escepticismo en cuanto a los resultados de la iniciativa, han producido el fenómeno contradictorio de una institución cuyos objetivos miran muy lejos, pero con recursos en extremo modestos en relación a dichos objetivos.

La actividad esencial del Centro ha sido y continúa siendo la coordinación de investigaciones comparativas transnacionales; actividad que caracteriza al Centro como institución única en Europa. El Centro es un lugar de cita y de trabajo común de equipos de investigadores que ejecutan en cada país los proyectos de investigación, de acuerdo con los objetivos comunes, elaborados y definidos conjuntamente por todos los participantes, así como según los métodos y las técnicas comunes o deliberadamente diferentes.

El Centro ha promovido y coordinado hasta el presente, 18 proyectos de investigación comparativa transnacional, de los cuales 7 están aún en curso de ejecución.

Estas investigaciones son comparativas transnacionales en el sentido de que:

- a) Concentran su atención sobre los aspectos macro dimensionales, interdimensionales e institucionales de sociedades de varios Estados nacionales.
- b) Utilizan el método comparativo, como medio científico apto para construir proposiciones empíricas de validez general.

Sin embargo, el carácter comparativo de las investigaciones del Centro es limitado y por ello las tesis resultantes de estos trabajos no pueden pretender tener un carácter universal.

Más de 260 instituciones de todos los países europeos (excepto Albania, Islandia y Luxemburgo) y de 11 países no europeos, han colaborado en las investigaciones del Centro.

La ejecución de los trabajos internacionales ha exigido la organización por el Centro, entre 1964 y 1974, de 190 reuniones de trabajo en 21 países de Europa y 2 en América.

Partiendo de 42.000 \$ en 1963, el Centro cuenta hoy con los recursos regulares procedentes de las subvenciones acordadas por los organismos gubernamentales y académicos de 20 países europeos, lo cual es indiscutiblemente un éxito excepcional. Éxito, por cuanto la confrontación ideológica ha podido efectuarse sin que ello haya desajustado el proceso de la investigación de interés científico común, ni de los métodos posibles para explorar conjuntamente los fenómenos socioeconómicos comparables entre sociedades diferentes.

El Centro acaba de elaborar un documento: *Centro de Viena - Proyecto 80*, con las líneas directrices principales de su programa a largo plazo, y ha puesto el acento prioritario sobre cuatro campos de investigación que pueden definirse así:

- a) Los estudios relativos a las fuerzas críticas de cambios de estructuras y de rasgos característicos de la sociedad europea.
- b) Los estudios dirigidos a evaluar la dinámica y la orientación de los desarrollos que afectan a las principales instituciones sociales.
- c) Los estudios dirigidos a dar una imagen del desarrollo futuro de la sociedad.
- d) Los estudios que contribuyen al desarrollo de las ciencias sociales.

S U M M A R Y

R. PETRELLA: *The Vienna Center or an example of european cooperation in social sciences*

The Vienna Center, created in 1962 by unanimous resolution of the General Assembly of the UNESCO, has among its principal objectives:

- a) To promote the cooperation among researchers into social sciences in Eastern and Western Europe.

- b) To develop the application of the transnational comparative method in Europe in the field of observation and analysis of the socio-economic evolution of the European societies.

The combination of these two factors: on the one side, the willingness to an opening aimed at a better understanding and approximation between the two parts of Europe and, on the other, the fears and scepticism in regard to the results of the initiative, have produced the contradictory phenomenon of an institution whose objectives look far into the distance, but with extremely modest resources in relation to those objectives.

The essential activity of the Center has been and continues to be the coordination of comparative transnational investigations, an activity which characterizes the Center as an institution unique in Europe. The Center is a place for meeting and working together of teams of investigators which carry out in each country the research projects in accordance with the common objectives elaborated and defined jointly by all the participants, according to joint methods and techniques or those which are deliberately differentiated.

The Center has promoted and coordinated up to the present 18 comparative transnational research projects, of which 7 are still under way

These investigations are comparative transnational in the sense that:

- a) They concentrate their attention on macro-dimensional, inter-dimensional and institutional aspects of the societies of various national States.
- b) They use the comparative method as the suitable scientific means to construct empirical propositions of general validity.

However, the comparative character of the investigations of the Center is limited and due to this the theses resulting from these labors cannot pretend to have a universal character.

More than 260 institutions of all the European countries (except Albania, Iceland and Luxembourg) and of 11 non-European countries have collaborated in the investigations of the Center.

The execution of the international tasks has required the organization by the Center, between 1964 and 1974, of 190 working meetings in 21 European countries and 2 in America.

Starting with \$42,00 in 1963, the Center today counts on regular resources from the subsidies awarded by governmental and academic organizations of 20 European countries, which is, indisputably, an exceptional success. A success in that the ideological confrontation has not thrown out of adjustment the investigations of common scientific interest, nor the possible methods of exploring jointly the comparable socio-economic phenomena among different societies.

The Center has just finished preparing a document: *Vienna Center Project 80*, with the principal directive lines of its long-range program, and has placed the priority accent on four fields of investigation which can be defined as follows:

- a) The studies relative to the critical forces of changes in the structures and characteristic features of European society.
- b) The studies aimed at evaluating the dynamic and the orientation of the developments which affect the principal social institutions.
- c) The studies aimed at giving a picture of the future development of society.
- d) The studies which contribute to the development of the social sciences.

ZUSAMMENFASSUNG

R. PETRELLA: *Das Wiener Zentrum oder ein Beispiel für europäische Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Gesellschaftswissenschaften*

Das Wiener Zentrum, das im Jahr 1962 nach einstimmigem Beschluss der Vollversammlung der UNESCO gegründet wurde, zählt zu seinen wichtigsten Zielen:

- a) Die Förderung der Zusammenarbeit unter Gesellschaftswissenschaftlern Ost- und Westeuropas.
- b) Die Weiterentwicklung angewandter vergleichender Methoden auf übernationaler Basis innerhalb Europas, im Hinblick auf Studium und Analyse der sozio-ökonomischen Evolution der europäischen Gesellschaft.

Die Kombination dieser beiden Faktoren, d.h. einerseits die Öffnung in Richtung auf eine bessere Kenntnis und Annäherung der beiden Teile Europas, und andererseits Argwohn und Skepsis in bezug auf das Resultat dieser Initiative, hat zu dem widersprüchlichen Phänomen einer In-

stitution geführt, deren Ziele sehr weit gesteckt, deren Mittel im Hinblick auf diese Ziele jedoch äusserst bescheiden sind.

Die wesentliche Tätigkeit des Zentrums ist und bleibt die Koordinierung von vergleichenden Forschungen auf übernationaler Basis; diese Tätigkeit macht das Zentrum zum einzigen seiner Art in Europa. Das Zentrum ist Treffpunkt und Arbeitsplatz von Studiengruppen, die in jedem der beteiligten Länder ihre Forschungsprojekte ausführen, die auf gemeinsame Ziele ausgerichtet und von allen Beteiligten gemeinsam festgelegt und ausgearbeitet worden sind, und bei deren Ausführung nach der jeweiligen Methode gemeinsame oder absichtlich unterschiedliche Techniken angewandt werden.

Das Zentrum hat bis jetzt 18 Forschungsprogramme auf vergleichender, übernationaler Basis gefördert und koordiniert, von denen 7 noch in der Ausführung begriffen sind.

Diese Untersuchungen sind aus folgenden Gründen als vergleichende, übernationale Studien zu bezeichnen:

- a) Sie berücksichtigen die makro-dimensionalen, interdimensionalen und institutionellen Aspekte der Gesellschaft verschiedener nationaler Staaten.
- b) Sie benutzen die vergleichende Methode als wissenschaftliches Mittel zur Erarbeitung von empirischen Vorschlägen von allgemeiner Gültigkeit.

Nichtsdestoweniger ist der vergleichende Charakter der Studien dieses Zentrums nur begrenzt, weshalb die aus diesen Untersuchungen resultierenden Thesen keinen Anspruch auf universelle Gültigkeit erheben können.

Über 260 Institutionen aus allen europäischen Ländern (mit Ausnahme Albaniens, Islands und Luxemburgs) sowie aus 11 nichteuropäischen Ländern haben sich an den Untersuchungen des Zentrums beteiligt. Die Ausführung der internationalen Arbeiten machten in den Jahren von 1964 bis 1974 190 Arbeitstagungen in 21 europäischen und 2 amerikanischen Ländern notwendig.

Nach einer anfänglichen Summe von 42.000 \$ im Jahre 1963 verfügt das Zentrum heute über regelmässige Einnahmen aus Subventionen von Regierungs- und akademischen Organismen von 20 europäischen Ländern, was zweifellos als ausserordentlicher Erfolg bezeichnet werden muss; als ein Erfolg in dem Sinn, dass sich eine ideologische Gegenüberstellung ergeben konnte, ohne den von gemeinsamem wissenschaftlichen Interesse getragenen Forschungsprozess oder die Methoden zu beeinträchtigen, die darauf abzielen, in gemeinschaftlicher Arbeit vergleichbare sozio-ökonomische Phänomene in verschiedenartigen Gesellschaften zu untersuchen.

Das Zentrum hat soeben ein Dokument mit dem Titel *Wiener Zentrum-Projekt 80* über die Richtlinien eines langfristigen Programms ausgearbeitet, dessen Schwerpunkt vier Forschungsgebiete bilden, die folgendermassen zu definieren sind:

- a) Untersuchungen in bezug auf die kritischen Kräfte der Veränderungen der Strukturen und der charakteristischen Züge der europäischen Gesellschaft.
- b) Untersuchungen im Hinblick auf die Bewertung von Dynamik und Orientierung der Entwicklungen innerhalb der wichtigsten gesellschaftlichen Institutionen.
- c) Untersuchungen über eine Vorstellung von der zukünftigen Entwicklung der Gesellschaft.
- d) Untersuchungen als Beitrag zur Entwicklung der Gesellschaftswissenschaften.